

Editorial

Cosimo Lacirignola *

Secrétaire Général du CIHEAM



L'élevage reste un des principaux moyens de subsistance, voire le seul, dans plusieurs régions du globe. Il participe à la sécurité alimentaire globale et à la lutte contre la pauvreté.

Il est un domaine particulièrement sensible pour les consommateurs comme pour les producteurs, quel que soit le degré de développement économique et la liberté de débat de la société : la question des maladies animales. Epidémies, zoonoses et maladies émergentes ont été de tous temps des préoccupations majeures des éleveurs car affectant leur résultat économique, le patrimoine génétique de leur troupeau et, souvent, mettant en péril la vie de familles, voire de régions entières. De plus en plus, les responsables de la santé publique s'inquiètent également du passage de la barrière des espèces par certains virus mais surtout, les consommateurs ont besoin d'être informés et rassurés, notamment de par la médiatisation de récentes crises sanitaires (vache folle, grippe aviaire, etc).

Les approches actuelles des politiques de santé animale sont de plus en plus globales, qui n'isolent plus ces acteurs principaux que sont l'éleveur, le vétérinaire, le consommateur et le médecin. Au Nord comme au Sud, l'heure est au renforcement de la surveillance sanitaire pour protéger troupeaux et populations humaines, à l'amélioration des pratiques pour une durabilité plus grande des activités d'élevage et à la formation des éleveurs et des éleveuses car, il faut le dire, les femmes jouent un grand rôle dans le secteur.

Bien entendu, ce mouvement de fond rencontre des obstacles majeurs qui sont le manque de moyens dédiés, par indigence des politiques publiques par exemple, mais aussi le changement climatique, sécheresse ou calamités, et les conflits, en particulier au Moyen-Orient ou dans la bande du Sahel, qui induisent des mouvements de population et donc de troupeaux vers des zones plus favorables.

En Méditerranée, la question de la santé animale est stratégique. Au sein d'institutions telles que l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) dont le mandat est de contrôler les risques pour la santé animale et d'améliorer la sécurité sanitaire, mais aussi l'Organisation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation (FAO), une attention particulière est donnée à la région à travers le Réseau Méditerranéen de Santé Animale (REMESA) qui organise la coopération entre Etats et améliore ainsi les conditions en faveur d'une surveillance globale et d'une action concertée en cas de crise.

L'élevage et la santé animale sont une des priorités que le CIHEAM a définies dans son Plan stratégique pour la Méditerranée, PACMED. C'est donc ce débat et les données propres à la région méditerranéenne qu'a voulu illustrer le CIHEAM à travers la présente Watchletter à laquelle ont contribué des personnalités impliquées dans la lutte pour une meilleure santé animale et donc humaine et que je remercie pour leur participation à ce numéro.